**Les responsabilités de la gauche**

par

[**Jean-Yves Pranchère**](https://esprit.presse.fr/ressources/portraits/jean-yves-pranchere-7025)

Revue Esprit MAI 2022

**L'allliance des partis de gauche en amont des prochaines élections législatives était indispensable pour contrer la montée de l'extrême droite et faire valoir l'urgence d'une autre politique, écologique et sociale. Mais il faudra lutter avec la même énergie contre les propositions et discours irresponsables de la France Insoumise sur les questions européennes et internationales.**

La récente élection présidentielle aura montré à quel point le régime quasi-monarchique de la Ve République, désormais privé de ses soupapes démocratiques qu’étaient un calendrier électoral dissociant les législatives de la présidentielle et, *de facto*, un usage régulier du référendum par le président, est devenu un régime dysfonctionnel. Ce régime décuple la puissance des tendances les plus délétères de la vie politique contemporaine, en particulier la prime accordée aux leaders charismatiques et aux « mouvements gazeux » dépourvus de toute démocratie interne[1](https://esprit.presse.fr/actualites/jean-yves-pranchere/les-responsabilites-de-la-gauche-44049#no1). La tripartition des forces en présence (gauche sociale et écologique, droite néolibérale, extrême-droite nationaliste) dévalue un mode de scrutin conçu pour une réalité bipartisane[2](https://esprit.presse.fr/actualites/jean-yves-pranchere/les-responsabilites-de-la-gauche-44049#no2). Le poids massif de l’extrême-droite conduit une grande partie des électeurs à pratiquer *dès le premier tour* un vote-barrage et à abdiquer ainsi la fonction proprement démocratique du vote, qui est de sanctionner les candidats jugés insatisfaisants et d’exprimer une préférence politique. Emmanuel Macron a profité de ce phénomène et on a vu des électeurs de gauche profondément hostiles à Jean-Luc Mélenchon voter pour lui afin d’empêcher Marine Le Pen d’accéder au deuxième tour[3](https://esprit.presse.fr/actualites/jean-yves-pranchere/les-responsabilites-de-la-gauche-44049#no3).

La peur du risque d’une élection de Marine Le Pen a conduit ces électeurs de gauche à embrasser deux autres risques : le risque d’un deuxième tour qui, en faisant élire Emmanuel Macron face à Jean-Luc Mélenchon, aurait donné au président élu un mandat clairement droitier et anti-social ; le risque de donner au club sectaire des dirigeants de La France Insoumise[4](https://esprit.presse.fr/actualites/jean-yves-pranchere/les-responsabilites-de-la-gauche-44049#no4)une position hégémonique susceptible d’étouffer la gauche pro-européenne et antitotalitaire, convaincue que les politiques sociales et écologiques doivent avoir pour échelle l’Union européenne et que la violence du fascisme poutinien interdit de se bercer d’illusions sur une politique de la « France seule » qui donne le nom trompeur de « non-alignement » à un intenable repli national. Le premier risque ne s’est pas réalisé ; le deuxième risque, qui étend aux législatives les dilemmes de la présidentielle, définit notre situation présente.

***Une alliance nécessaire***

Les partis de gauche n'avaient assurément  pas d'autre choix que de passer avec La France Insoumise des alliances qui sont, au fond, des accords électoraux de désistement – avec cette nouveauté, imposée par l'évolution de la Ve et la tripartition de l'électorat, que le désistement a lieu avant le premier tour.

L’auteur de ces lignes, qui ne regrette en rien son vote pour Yannick Jadot, considérait et considère toujours qu’il était impossible de voter Mélenchon aux présidentielles pour deux raisons dirimantes : parce que celui-ci a été un relais de la propagande poutinienne et qu’il était en conséquence exclu de lui donner une quelconque chance d’accéder à la présidence (dont la principale charge est la politique internationale et la défense) en pleine guerre d’Ukraine, alors qu’il n’a cessé de démontrer son incapacité de comprendre les enjeux internationaux de la renaissance des totalitarismes ; parce que son programme de dépenses publiques consistant à faire comme si l’Union européenne n’existait pas, en l’absence de toute proposition sérieuse d’une réforme concertée de l’UE, ne pouvait déboucher que sur une impasse ou, sinon sur une tentative de Frexit, sur un délitement de l’UE, qui est la dernière chose dont nous avons besoin dans le double contexte de la menace poutinienne et d’une crise écologique qui exige des régulations supranationales.

Ces arguments ont perdu de leur poids depuis l’élection d’Emmanuel Macron – qui, à vrai dire, est très loin d’être à la hauteur des enjeux, lui qui s’est signalé par son inertie en matière écologique[5](https://esprit.presse.fr/actualites/jean-yves-pranchere/les-responsabilites-de-la-gauche-44049#no5)et qui s’est montré davantage préoccupé de ne pas « humilier » la Russie que d’assurer la pleine victoire de l’Ukraine[6](https://esprit.presse.fr/actualites/jean-yves-pranchere/les-responsabilites-de-la-gauche-44049#no6). Les législatives ne sont pas les présidentielles et il ne s'agit plus d’élire Mélenchon, en un sens quelconque – quoi qu’on en dise. Il s’agit d’assurer la présence à l’Assemblée nationale d’une gauche sociale et écologiste, qui ne sera pas uniquement « insoumise », mais comprendra un pôle qui refusera toute dislocation de l'UE et tiendra bon sur la solidarité européenne face à Poutine.

Ceux qui estiment que les partis de gauche ont trahi leurs principes en acceptant une alliance électorale avec la France Insoumise oublient eux-mêmes un principe majeur : il ne faut rien faire qui aide à augmenter le pouvoir de l'extrême-droite. Or, les alliances sont nécessaires pour diminuer le futur nombre de sièges du Rassemblement national. Les macronistes, assumés ou honteux, qui demandaient que la gauche se suicide pour l’honneur demandaient par là même que la gauche laisse ses places à la droite et à l’extrême-droite, et que le centre de gravité de la politique française se situe entre Darmanin et Zemmour, entre « Renaissance » et « Reconquête ». De fait, le refus de toute alliance joue en faveur de l’extrême-droite, alors même que celle-ci a fait 42% des voix exprimées, ce qui devrait nous remplir de honte, et qu’un deuxième quinquennat comme celui que nous venons de traverser pourrait déboucher sur un scénario à la Orban, c’est-à-dire sur une victoire irréversible des partis et des idées de l’extrême-droite. Car on ne répondra pas à la montée de l'extrême-droite par la verticalité du pouvoir et par des mesures illibérales comme la transformation du RSA en une sorte de corvée féodale.

Les partis de gauche ne pouvaient pas faire le choix de la division et laisser l’espace de la gauche à LFI, tout en acceptant une Assemblée dominée par la droite et l’extrême-droite. Ils devaient entendre l’appel de l’électorat (caractérisé par sa jeunesse) qui demandait que l’urgence écologique et sociale soit prise en charge. L’éthique de la responsabilité – toujours difficile, coûteuse et risquée – obligeait aux alliances électorales.

***Deux éthiques indissociables***

La distinction faite par Max Weber entre « éthique de la conviction » (morale des principes) et « éthique de la responsabilité » (calcul des conséquences) est célèbre, mais elle ne va pas sans ambiguïtés. Max Weber dit dans certains textes que les deux éthiques sont complémentaires ; dans d’autres textes, il dit qu’elles sont antagonistes. De nombreux auteurs, de Raymond Aron à Vincent Descombes en passant par Maurice Merleau-Ponty, ont souligné que, d’un point de vue logique, les deux éthiques sont indissociables. On n’est responsable que devant des principes ou des convictions. On ne choisit d’être responsable que par fidélité à des convictions qu’on veut traduire dans les faits. Inversement, que vaudrait une conviction qui serait politiquement irresponsable ? En matière politique, l’irresponsabilité, au sens de l’indifférence aux conséquences de ses actes, est une faute morale.

Mais, dans l’opacité des circonstances, l’imprévisibilité du futur et le « cauchemar de l'histoire » (comme disait Joyce), la pureté des liens logiques se brouille. Une conviction impuissante, dépourvue de moyens, n’est plus qu’une posture. Inversement, une action dont les moyens ou les conséquences contredisent les buts est un échec et une trahison. L’éthique de la responsabilité s’autodétruit lorsque le souci d’efficacité sacrifie les principes aux moyens de l'action. L’éthique de la conviction s’autodétruit lorsque la fermeté sur les principes conduit à des résultats qui font reculer la réalisation des principes.

La paix est assurément préférable à la guerre ; mais celui qui, sous prétexte de pacifisme, refuse de combattre un agresseur est complice de l’agression et son pacifisme n’est plus qu’une prise de parti en faveur du guerrier le plus brutal – le contraire d’une non-violence : une complicité avec la violence. La phrase de Péguy *« Kant a les mains pures, mais il n’a pas de mains »* est connue. Il faudrait cependant lui ajouter que celui qui a les mains menottées et celui dont les mains sont recouvertes de boue et de sang n’ont pas de mains non plus. Péguy le savait, lui qui était dreyfusard.

En acceptant de passer des alliances avec LFI, la gauche a décidé de ne pas être irresponsable. Cette responsabilité ayant été prise, il lui revient maintenant de tenir bon sur ses autres responsabilités : s’opposer à toute tentation souverainiste et combattre de toutes ses forces l’aveuglement géopolitique qui est allé de la part de Mélenchon jusqu'à nier (et donc tolérer) les crimes de Poutine, notamment en Syrie[7](https://esprit.presse.fr/actualites/jean-yves-pranchere/les-responsabilites-de-la-gauche-44049#no7). Pour le dire autrement : la responsabilité de la gauche est désormais de rappeler LFI à ses propres responsabilités. Si des électeurs de gauche décident de ne pas voter à gauche parce qu’ils ne veulent pas de Mélenchon comme premier ministre, il n’y aura rien à leur reprocher. Il n’y a plus de place pour le sectarisme, l’arrogance, la démagogie ou l’absence d’engagement démocratique en matière internationale. Mélenchon et LFI doivent mesurer ce que cela signifie.

Pour nous, simples citoyens et électeurs de gauche qui n’avons signé aucun accord et pouvons librement désobéir aux traités passés entre partis politiques, notre devoir est de garder notre liberté de parole et de ne pas jouer le jeu du déni. Deux urgences s’imposent :

– Ne pas cesser de soutenir l’Ukraine, empêcher le silence sur la nature criminelle du régime poutinien, faire honte aux lâchetés face à lui : silence et lâchetés qui sont les deux grands risques du rapport de forces obtenu par LFI. Il ne faut pas cesser de demander l’envoi d’armes lourdes vers l’Ukraine et l’embargo sur les hydrocarbures venus de Russie. Il ne faut pas permettre aux dirigeants de LFI de se défausser des responsabilités atroces qu’ils ont prises par leur négation du danger et des crimes du régime poutinien. La guerre en Ukraine n’est pas une question subsidiaire de « politique étrangère » : elle est la question du maintien de la démocratie en Europe.

– Combattre la tentation nationaliste qui est devenue si puissante à gauche. La « désobéissance » brandie comme principe de l’attitude de la France à l’égard de l’Union européenne se présente en l’état comme une stratégie erratique, dépourvue de tout projet positif pour l'Europe (alors qu'il existe de riches propositions de politiques sociales et écologiques européennes sans désobéissance aux traités), et singulièrement myope sur l'état des forces dans l’Union européenne[8](https://esprit.presse.fr/actualites/jean-yves-pranchere/les-responsabilites-de-la-gauche-44049#no8). Nous devons au contraire promouvoir les ambitions d'une démocratisation de l'Europe et d’une politique écologique européenne, laquelle repose en particulier, comme l’a si justement souligné Nicolas Leron[9](https://esprit.presse.fr/actualites/jean-yves-pranchere/les-responsabilites-de-la-gauche-44049#no9), sur l'émergence d'une fiscalité européenne.

* 1. Cyril Lemieux, « Extrêmes et socialisme », *AOC*, 3 mai 2022.
* 2. Il faudra bien que soit posée un jour la question de nos modes de scrutin et que soient examinées les possibilités alternatives que constituent le jugement majoritaire et le vote préférentiel transférable. Étienne Farvaque, Hubert Jayet et Lionel Ragot, « Quel mode de scrutin pour quel “vainqueur” ? Une expérience sur le vote préférentiel transférable », *Revue d’économie politique*, 2009/2, p. 221-246.
* 3. J’ai tenté de formuler les raisons de refuser ce prétendu vote utile dans deux notes : « L’inutilité du vote utile », *Le Club de Mediapart*, 27 mars 2022 ; « Le dilemme des prisonniers de Mélenchon. Dernière réflexion avant les urnes », *Le Club de Mediapart*, 8 avril 2022. Ces raisons me semblent rester pour l’essentiel valables, même si les résultats des urnes obligent à reconnaître que le succès de Jean-Luc Mélenchon a beaucoup tenu à sa capacité positive à mobiliser des électorats découragés.
* 4. Sur ce sectarisme de l’équipe dirigeante, voir Thomas Guénolé, « Pourquoi le fonctionnement de La France insoumise est anti-démocratique », *FigaroVox*, 3 mai 2022. On corrigera cette vision par la sociologie globale du mouvement effectuée par Manuel Cervera-Marzal, *Le populisme de gauche. Sociologie de la France insoumise,*Paris, La Découverte, 2021. Sur les limites des stratégies « populistes » qui se contentent d’agréger des colères et des peurs autour d’un leader charismatique (y compris, du côté de LREM, les peurs d’une remise en cause des privilèges acquis par des classes supérieures durant les dernières décennies), voir Milo Lévy-Bruhl, « Le socialisme de Blum peut-il nous sauver en 2022 ? », *Le Temps des Ruptures*, 21 avril 2022.
* 5. Comme l’a justement noté Bruno Latour, *« Emmanuel Macron a raté son “moment churchillien”. L’invasion de l’Ukraine permettait de jouer un grand coup, de parler de notre rapport au pétrole et au gaz, de rassembler une grande partie de la gauche et de la droite, autour de l’idée de permettre une mutation de notre territoire vers un nouveau sens de l’histoire »*, *Mediapart,*23 avril 2022.
* 6. Zelensky s’est publiquement inquiété de la tendance d’Emmanuel Macron, sensible dans son discours tenu à Strasbourg le 9 mai dernier, à vouloir assurer une issue honorable à Poutine. La « bataille de France » de la Russie ne semble pas terminée : voir « Russie : la bataille de France », INRER, 23 avril 2022; Françoise Thom, « L’autre offensive russe », *Desk Russie,*20 mai 2022.
* 7. À ceux qui contesteraient la gravité de ces prises de position, je me permets de renvoyer à mes notes précédemment citées et à mon article [« Anti-impérialisme ou complicité avec l’agression russe ? »](https://esprit.presse.fr/actualites/jean-yves-pranchere/anti-imperialisme-ou-complicite-avec-l-agression-russe-43904), *Esprit*, 1 mars 2022.
* 8. Une note implacable rédigée par l’économiste Guillaume Hannezo vient de montrer pourquoi et comment une mise en application du programme de Jean-Luc Mélenchon conduirait à un échec retentissant, qui vouerait la France dans tous les cas de figure - y compris celui d'une sortie de l'Union européenne, à la crise économique et sociale, à l’austérité et à la perte de puissance publique. Guillaume Hannezo, « Politique économique à gauche : la grande peur de gagner », Terra Nova, 19 mai 2022,
* 9. Nicolas Leron, Souveraineté, l’obsession des nations, Paris, Bouquins, 2022 ; et Nicolas Leron, [« Les faux-semblants de la souveraineté européenne »](https://esprit.presse.fr/article/nicolas-leron/les-faux-semblants-de-la-souverainete-europeenne-42088), *Esprit*, mai 2019.

[**Jean-Yves Pranchère**](https://esprit.presse.fr/ressources/portraits/jean-yves-pranchere-7025)

Ancien élève de l'École Normale Supérieure, Jean-Yves Pranchère est membre du Centre de Théorie Politique de l'Université libre de Bruxelles, où il enseigne. Il est l'auteur de *Le Procès des droits de l'Homme*(Seuil, 2016) avec Justine Lacroix.